

6° Soit du risque de contact électrique direct avec des pièces nues sous tension en dehors des opérations prévues au chapitre IV du titre IV du livre V de la présente partie.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Santé et sécurité au travail : obligations de l'employeur : Arrêt temporaire de travaux

**Dictionnaire du Droit privé**

> Fonds d'indemnisation des victimes de l'Amiante

## L. 4731-2

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Si, à l'issue du délai fixé dans une mise en demeure notifiée en application de l'article **L. 4721-8**, la situation dangereuse persiste, l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article **L. 8112-1** peut ordonner l'arrêt temporaire de l'activité concernée.

## L. 4731-3

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent ou la situation dangereuse ayant donné lieu à un arrêt temporaire de travaux ou d'activité, l'employeur informe l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article **L. 8112-1**.

Après vérification, l'agent de contrôle autorise la reprise des travaux ou de l'activité concernée.

## L. 4731-4

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas de contestation par l'employeur de la réalité du danger ou de la façon de le faire cesser, notamment à l'occasion de la mise en oeuvre de la procédure d'arrêt des travaux ou de l'activité, celui-ci saisit le juge administratif par la voie du référé.

## L. 4731-5

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La décision d'arrêt temporaire de travaux ou d'activité de l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article **L. 8112-1** prise en application du présent chapitre ne peut entraîner ni rupture, ni suspension du contrat de travail, ni aucun préjudice pécuniaire à l'encontre des salariés concernés.

## L. 4731-6

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application des articles **L. 4731-1** à **L. 4731-4**.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Santé et sécurité au travail : obligations de l'employeur : Arrêt temporaire de travaux

## Chapitre II : Référé judiciaire.

## L. 4732-1

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Indépendamment de la mise en oeuvre des dispositions de l'article **L. 4721-5**, l'inspecteur du travail saisit le juge judiciaire statuant en référé pour voir ordonner toutes mesures propres à faire cesser le risque, telles que la mise hors service, l'immobilisation, la saisie des matériels, machines, dispositifs, produits ou autres, lorsqu'il constate un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un travailleur résultant de l'inobservation des dispositions suivantes de la présente partie ainsi que des textes pris pour leur application :

1° Titres Ier, III et IV et chapitre III du titre V du livre Ier ;